

# BRÉSIL : MOBILISATION AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE CONTRE LE PROJET DE LOI SUR LES PESTICIDES

*Par Michèle Rivasi, eurodéputée  
et coprésidente de la délégation française VERTS/ALE*



Le 9 février 2022, les députés brésiliens ont approuvé un projet de loi sur l'usage des pesticides. Ses opposants le surnomment « projet de loi du poison », ses partisans affirment, eux, qu'il contribuera à moderniser l'agriculture. En gestation depuis 2002, ce projet a été adopté et doit encore être approuvé par le Sénat. Les sénateurs représentant l'agro-industrie ont poussé le vote rapidement sans débat public. Suite à la pression de la société civile, le vote est heureusement reporté en août et le Sénat va organiser une audience publique pour entendre le rapporteur spécial de l'ONU sur les substances toxiques.

## Réaction de Michèle Rivasi, eurodéputée en déplacement au Brésil:

Ce projet de loi est un danger pour les Brésiliens et l'environnement. Le Brésil est déjà un des plus gros consommateurs de pesticides. Près de la moitié des pesticides au Brésil ont été approuvés par le seul gouvernement Bolsonaro. **Le "paquet poison" vise à assouplir les règles d'usage des pesticides et simplifie les procédures d'autorisation des produits phytosanitaires.** Il permettrait au ministère de l'Agriculture d'autoriser les nouveaux produits et d'écarter les avis des agences sanitaires spécialisées. Le nouveau projet de loi ne mentionne plus explicitement l'interdiction des produits cancérigènes, comme c'est le cas dans le texte en vigueur mais se contente d'évoquer de manière plus vague « un risque inacceptable pour les êtres humains ou pour l'environnement ».

Ici, au Brésil, nous nous sommes réunis avec la société civile brésilienne pour organiser la mobilisation contre ce modèle agricole qui rend malade, déforeste et tue. **Du nord au sud du Brésil, des pesticides ont été intentionnellement pulvérisés depuis des avions sur des zones habitées** pour détruire les expériences agro-écologiques et chasser les familles qui luttent pour leurs droits à la terre et à la culture de leur propre nourriture.

En tant que députée européenne, je me bats pour arrêter les exportations européennes de pesticides interdits. Actuellement, **44 % des substances toxiques enregistrées au Brésil sont interdites dans l'Union européenne** car ces pesticides sont liés à l'infertilité, aux malformations congénitales, à divers cancers et leur toxicité sur les insectes. Les entreprises européennes, Bayer, BASF et Syngenta, ont dépensé environ 2 millions d'euros pour soutenir le lobby de l'agrobusiness au Brésil alors qu'une personne meurt d'un empoisonnement aux pesticides au Brésil tous les deux jours.

**Nous, députés européens, nous battons pour que l'UE interdise les exportations d'ingrédients actifs de pesticides qui ne sont pas autorisés dans l'UE et d'appeler à une interdiction mondiale des pesticides hautement dangereux.** Nous devons rejeter l'accord UE-Mercosur et cesser de promouvoir le modèle de monoculture intensive en pesticides. Soutenons des approches agricoles plus durables, respectueuses de la nature et centrées sur les humains.

Enfin, je souhaite remercier la société civile. Sans elle, cette bombe chimique et sanitaire passerait sous silence.